

Franco Ramella, *Terra e telai. Sistemi di parentela e manifattura nel biellese dell'Ottocento.*

Gérard Delille

Citer ce document / Cite this document :

Delille Gérard. Franco Ramella, *Terra e telai. Sistemi di parentela e manifattura nel biellese dell'Ottocento.* In: Annales. Economies, sociétés, civilisations. 39^e année, N. 5, 1984. pp. 1071-1073;

https://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1984_num_39_5_283118_t1_1071_0000_002

Fichier pdf généré le 12/04/2018

ment de la compétence de son *Istituto per i beni culturali*. Enfin les problèmes de réutilisation du patrimoine industriel après désaffectation des lieux de production sont abordés de front par une double étude consacrée à l'usine Fiat de Lingotto, dans les faubourgs de Turin — un superbe sujet d'étude et de débat, même s'il est plein d'épines — et peut-être bien une occasion de rapprocher Turin et Paris, Lingotto et La Villette.

Cette floraison, ce dynamisme, font apparaître un peu étonnant le scepticisme dont fait preuve l'éditorial du numéro 1. Son auteur parle d'« una condizione permanente transitoria dell'archeologia industriale, un processo di continua evoluzione di cui è difficile per ora prevedere gli sbocchi ». Sans doute est-il exact que, nulle part, l'archéologie industrielle n'est encore une discipline structurée, qu'il s'agisse de sa définition épistémologique ou de ses structures d'accueil. Faut-il s'en plaindre absolument ? On sait que les structures sont à la fois porteuses de promesses d'organisation, de soutien logistique et financier de la recherche, de risques de confiscations par des spécialistes, et par suite de sclérose. Quant aux débats sur les contenus et les limites, combien il faut approuver l'éditorial du numéro 2, dont l'auteur souhaite les mettre de côté au bénéfice d'une approche pragmatique qui, tout à la fois, laisse la discussion ouverte et permet en fait de reprendre d'une façon dépouillée de tout bavardage la réflexion sur le cadre théorique de la recherche... au fur et à mesure que celle-ci commence à prendre corps. Qu'il reste convenu que l'archéologie industrielle est une entreprise de « lecture » d'un corpus documentaire non écrit (c'est-à-dire aussi bien oral que matériel) au moyen d'un croisement de méthodes empruntées à un large spectre de disciplines appartenant aux sciences sociales, de l'histoire et de l'archéologie à l'anthropologie et à l'ethnologie : du reste, le seul étonnement du côté français vient actuellement de ce que nos amis italiens ne semblent guère tendre la main à ces deux

dernières « spécialités ». Du côté français, on se réjouit de l'annonce d'un numéro 3 consacré à l'industrialisation dans les vallées, fondée sur l'usage du moteur hydraulique (« Il continuum della storia è bene simboleggiato dalla parola inglese mill », rappelle opportunément l'éditorialiste).

En tout cas, l'archéologie industrielle en Italie a déjà cessé d'être confinée aux publications très spécialisées, puisque Francesco Bogliari, sous la rubrique : « Nuovi Saperi », lui a consacré dans *Prometeo* (décembre 1983, pp. 103-105) quelques lignes de reconnaissance (« Che cos'è l'archeologia industriale ? »). Reste que pour la dégager des critiques ou des confusions mentales, il importe de la pratiquer intensivement et de la mettre largement sur le marché de la publication scientifique.

LOUIS BERGERON

Franco RAMELLA, *Terra e telai. Sistemi di parentela e manifattura nel biellese dell'Ottocento*, Turin, 1984, 280 p.

A travers l'étude des relations entre les « systèmes de parenté » (disons plus généralement le système communautaire et les réseaux de solidarités sociales) et le monde de la « fabrique », puis de « l'usine », dans une petite région circonscrite (Mosso) près de Biella, Franco Ramella nous propose en réalité une autre approche et une autre vision du monde ouvrier, de son organisation, de ses luttes... au XIX^e siècle.

Il n'y a pas, comme on nous le présente trop souvent encore, ou comme on l'admet plus ou moins implicitement, « l'usine » qui impose brutalement autour d'elle une forme de société précise et structurée, opposée à la vieille société rurale, des luttes sociales — de « classes » —, et des mécanismes culturels nouveaux. Il y a des communautés, des familles avec leurs systèmes d'échanges, de circulation des biens et des femmes, leurs équilibres internes,

COMPTES RENDUS

leurs « traditions » culturelles au milieu desquelles la « fabrique » se développe (par concentration du travail à domicile dans un premier temps, de 1850 à 1870), puis se transforme (par introduction des métiers mécaniques après 1870) sans pour autant (et au moins jusque vers 1880) entraîner forcément des ruptures violentes du cadre social : « Le développement du travail salarié n'avait pas entraîné une tendance à la désagrégation de la famille, mais en avait, au contraire, renforcé la cohésion » (p. 214), et cela justement à travers l'apport des ressources nouvelles procurées par la « fabrique ». Ou encore : « Avec le développement du travail industriel, les règles sociales qui avaient toujours eu pour but de prévenir les pressions et les poussées tendant à modifier la distribution des ressources n'ont pas été abandonnées, mais ont été reproduites » (p. 225).

Les patrons se trouvent même souvent contraints de respecter, voire de subir, les « lois » de la communauté environnante, et Franco Ramella dédie des pages remarquables au contrôle du marché du travail par les ouvriers à travers les mécanismes de la parenté et les réseaux de solidarité (Le contrôle qu'ils [les ouvriers] exerçaient sur le marché du travail... se fondait — et tirait sa légitimation — sur les règles sociales opérant dans la communauté (p. 227), plus qu'à travers la transmission jalousement gardée d'une professionnalité qui, en réalité, n'existe pas puisque, théoriquement, un apprentissage de quelques mois suffit à former un ouvrier). Ces pages balayaient, au passage, bien des idées reçues et des oppositions par trop manichéennes. Ainsi le travail des enfants : s'il sert effectivement les patrons, il est cependant surtout voulu par les pères, ouvriers eux-mêmes, car il constitue la clef de voûte du système de recrutement fondé sur des bases familiales, système qui limite étroitement la liberté de manœuvre des patrons (en particulier dans leurs tentatives d'embaucher des gens venus « du dehors ») et confèrent aux ouvriers une force de négociation étonnante.

Culturellement aussi, les « manifestations » ouvrières, nombreuses et parfois très dures, ne font souvent que transposer de vieux rites de justice populaire, en particulier celui du *charivari* : « Comme dans le charivari, les ouvriers tisseurs improvisaient une parodie de sérénade sous les fenêtres de la fabrique où habitait le patron et le ridiculisaient à travers des chansons, des chants d'église, des plaisanteries, des allusions, des allégories » (p. 233). Toute la communauté était alors solidaire des ouvriers, « les comportements des fabricants étant désignés à l'opinion générale comme déviants par rapport à des règles sociales reconnues valables par tous » (p. 235).

Certes, dans ce jeu d'interactions continues il n'est pas toujours facile de mesurer la part des uns et des autres, et certaines affirmations pourront apparaître peu convaincantes. Ainsi, pour les mariages consanguins toujours très nombreux (entre 18,02 % et 26,16 % de l'ensemble des mariages de 1838 à 1869) : si on peut admettre qu'il s'agit là d'un « comportement qui tend à utiliser le mariage pour recomposer les patrimoines familiaux » et si on peut y voir « un indice de la primauté d'un modèle défensif des rapports sociaux dans la communauté », il n'est pas démontré, en revanche, qu'on se trouve en présence d'« un effet de la résistance aux transformations introduites par le développement de la fabrique » (p. 102). Ici, et sans remettre en cause les mérites d'une méthode d'analyse par ailleurs très efficace, un regard sur l'évolution des mariages consanguins au XIX^e siècle eût permis de poser le problème de manière plus précise : « l'explosion » des mariages consanguins est un phénomène que l'on rencontre alors à peu près partout, même dans les régions qui ne sont pas touchées par le mouvement d'industrialisation (par exemple les régions agricoles de l'Italie du Sud).

Mais tout cela ne nuit en rien à l'intérêt et à la nouveauté du livre de Franco Ramella, un livre qui souligne, s'il en était

encore besoin, le dynamisme et la vitalité — dans la diversité — d'une historiographie italienne qui s'est profondément renouvelée depuis une quinzaine d'années.

Gérard DELILLE

I. HONT et M. IGNATIEFF, *Wealth and Virtue. The Shaping of Political Economy in the Scottish Enlightenment*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983, x-371 p.

Cet ouvrage collectif, actes d'un colloque organisé au King's College de Cambridge, est une contribution à l'histoire de la pensée des Lumières écossaises, beaucoup plus qu'à celle de la formation de l'Économie politique proprement dite.

Au début du XVIII^e siècle, la question de l'union avec l'Angleterre plaçait les Écossais devant le choix entre préserver leurs institutions politiques au prix de leur expansion économique et aliéner leur indépendance nationale pour avoir accès au marché de l'empire commercial anglais. Les bilans économique et culturel de l'Acte d'Union de 1707, établis respectivement par T. C. Smout et P. Jones, montrent remarquablement que si l'Écosse n'a pas gagné grand-chose économiquement, elle a tout gagné culturellement : alors que l'Angleterre assurait sa prédominance économique et commerciale sur le monde, la vie intellectuelle des Îles Britanniques refluit vers l'Écosse, qui tirait parti d'un double héritage, celui de la tradition philosophico-scientifique hollandaise d'un côté, celui de la tradition philosophico-scientifique anglaise de l'autre.

Il n'empêche que le raffinement des mœurs était conçu comme un effet de la richesse. L'un et l'autre sont légitimés par la philosophie du droit naturel et son modèle de société civile fondée sur le droit de propriété, origine de toute transaction commerciale, tous deux condamnés par la

philosophie de l'humanisme civique et son modèle d'État républicain fondé sur la vertu martiale du citoyen en armes, source de toute grandeur nationale, mais corrompue par le luxe, cause de décadence. La plupart des articles de ce volume ont pour thème directeur l'évaluation de l'influence respective des traditions d'humanisme civique, venue d'Angleterre, et de droit naturel, venue de Hollande, sur la pensée politique, morale et juridique des Lumières écossaises.

J. Moore et M. Silverthorn repèrent l'introduction de la philosophie du droit naturel en Écosse dans l'œuvre de Gershom Carmichael, le premier titulaire de la chaire de Philosophie morale à l'université de Glasgow. J. Robertson analyse la critique humienne de la tradition d'humanisme civique, représentée en Écosse par Andrew Fletcher of Saltoun. N. Phillipson et D. Winch montrent comment la philosophie morale et politique d'Adam Smith rompt avec cette tradition. D. Lieberman présente la philosophie du droit de Lord Kames, véritable « parrain » des Lumières écossaises, comme une réponse aux besoins juridiques d'une société commerciale. Enfin, J.G.A. Pocock, spécialiste de la tradition de l'humanisme civique, cherche à rendre compte de l'effervescence culturelle en Écosse par une tension entre les deux paradigmes philosophiques de l'humanisme civique et du droit naturel.

Quant à la question de la formation de l'Économie politique, seulement deux études lui sont consacrées, celles des éditeurs du recueil. Dans la première, I. Hont et M. Ignatieff soulignent l'influence de la philosophie du droit naturel dans la théorie économique d'Adam Smith en mettant en valeur l'argument du caractère inviolable du droit de propriété utilisé pour défendre la liberté du commerce des grains. C'est incontestable, mais ce n'est pas l'essentiel : comme les physiocrates, Adam Smith justifie la liberté du commerce par le mécanisme des prix.

Dans la seconde, I. Hont interprète le